

# Hong Kong : le mouvement de protestation de 2019 et l'avenir du statut d'autonomie



Sebastian VEG

Novembre 2019



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0089-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Couverture : © Jimmy Siu/Shutterstock.com

#### **Comment citer cette publication :**

Sebastian Veg, « Hong Kong : le mouvement de protestation de 2019 et l'avenir du statut d'autonomie », *Asie.Visions*, n° 109, Ifri, novembre 2019.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

## Auteur

**Sebastian Veg** est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur honoraire à l'Université de Hong Kong. Il a dirigé le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) à Hong Kong ainsi que sa revue *China Perspectives (Perspectives chinoises)* de 2011 à 2015. Ses recherches portent sur l'histoire intellectuelle de la Chine moderne et contemporaine : il a notamment étudié les intellectuels en Chine depuis le mouvement du 4-Mai, la mémoire de l'époque maoïste ainsi que le mouvement démocratique à Hong Kong. Il a récemment publié *Minjian: The Rise of China's Grassroots Intellectuals* (Columbia University Press, 2019).

# Résumé

Le mouvement de protestation hongkongais de l'été 2019, déclenché par un projet de loi d'extradition qui aurait fortement dilué la frontière juridique entre Hong Kong et la Chine continentale, s'est distingué par une mobilisation exceptionnelle, dans une ville qui a pourtant connu de nombreuses manifestations ces dernières années. Les manifestants, qui ont déployé des stratégies originales (organisation en ligne, absence de leaders, mise en œuvre d'outils numériques), ont remporté un premier succès avec la suspension du projet de loi en juin. Mais même après son retrait définitif en septembre, des manifestations massives ainsi que des actes de violence croissants ont continué à agiter le territoire. Les revendications portent désormais sur une enquête indépendante sur les violences policières et sur la relance de réformes démocratiques.

Cette résilience du mouvement et de son soutien dans l'opinion publique s'explique d'abord par un ressentiment accumulé au sein d'une grande partie de la population, provoqué par des entorses croissantes aux principes d'autonomie fixés dans les textes officiels régissant la rétrocession de Hong Kong à la Chine. La seconde raison de la pérennité du mouvement est la dynamique propre qui a résulté de l'approche presque exclusivement répressive adoptée par les autorités locales et nationales, et de l'autonomisation apparente de la police par rapport au pouvoir politique local. L'implication du Congrès américain, dans le contexte de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, a introduit un degré de complication supplémentaire dans l'équation.

Le fort sentiment d'identité civique qui s'est développé à Hong Kong depuis la rétrocession (même s'il ne se traduit pas pour l'instant par une revendication politique d'indépendance) vient se heurter au refus des autorités de poursuivre l'évolution démocratique prévue dans la Loi fondamentale. S'est ainsi instauré un équilibre instable entre des institutions non démocratiques et une mobilisation de la société toujours croissante qui sert de contre-pouvoir pour protéger le « haut degré d'autonomie » dont jouit constitutionnellement le territoire. Il est difficile pour l'instant de prévoir comment cet équilibre pourra survivre au choc provoqué par les manifestations de 2019 et aux éventuelles représailles que ne manquera pas de mettre en place le pouvoir central.

# Abstract

The Hong Kong protest movement of the summer of 2019, sparked by an extradition bill that would have significantly diluted the strength of the legal boundary between the territory and mainland China, stands out by the exceptional degree of citizen mobilization, even in a city that has been no stranger to protests in recent years. The protesters, who deployed an original strategy (online coordination, absence of leaders, use of digital tools) scored an initial success with the suspension of the bill in June. However, even after its final withdrawal in September, the mass protests continued, as well as an increasing number of violent acts. The protesters continued to request an independent inquiry on police violence as well as a relaunch of democratic reforms.

The resilience of the movement and the continued support of public opinion can be explained firstly by the accumulated resentment against rising encroachment on the principle of autonomy enshrined in the official texts governing Hong Kong's handover to China. The second reason of the movement's duration is its internal dynamics resulting from the almost exclusively repressive approach adopted by the local and national authorities, as well as from the apparently broad latitude of action enjoyed by the police with respect to the local government. The implication of the US Congress, in the context of the US-China trade war, has added an additional complication to the equation.

The growing sentiment of civic identity that has developed in Hong Kong since the handover (although it has not as yet translated into a significant political demand for independence) has repeatedly been thwarted by the authorities' reticence to advance democratic reforms as laid out in the Basic Law. An unstable equilibrium thus ensued between the unelected institutions of the SAR government and an increasingly mobilized society, which served as a counterweight protecting the "high degree of autonomy" that Hong Kong constitutionally enjoys. It is difficult to predict whether and how this equilibrium can survive the challenge of the 2019 protests as well the reprisal measures that the central government is doubtlessly contemplating.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>6</b>
<b>LES CAUSES IMMÉDIATES DU MOUVEMENT</b> .....	<b>8</b>
Un projet de loi controversé .....	<b>8</b>
Des entorses à la Loi fondamentale toujours plus nombreuses .....	<b>9</b>
<b>« L'ÉTÉ DU MÉCONTENTEMENT »</b> .....	<b>11</b>
Une stratégie originale .....	<b>11</b>
Un mouvement qui se durcit .....	<b>12</b>
La riposte du gouvernement et la spirale de la confrontation .....	<b>13</b>
<b>AU-DELÀ DU MOUVEMENT, L'AVENIR DU MODÈLE</b>	
<b>« UN PAYS, DEUX SYSTÈMES »</b> .....	<b>16</b>
Une trajectoire historique singulière.....	<b>16</b>
La promesse de démocratie entravée .....	<b>17</b>
L'essor d'une communauté civique .....	<b>20</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>23</b>

# Introduction

Depuis le début de l'été, Hong Kong a vu se développer un mouvement de protestation sans précédent qui entre dans son cinquième mois. Selon un décompte, 493 manifestations ont eu lieu entre le 31 mars et le 2 octobre. Début octobre, plus de 2 000 personnes avaient été arrêtées, même si parmi elles seulement 340 environ ont été inculpées<sup>1</sup>. La police a tiré plusieurs milliers de bombes lacrymogènes, plus de 400 balles en caoutchouc et plusieurs tirs à balles réelles qui ont blessé deux manifestants, tous deux lycéens. Il faut remonter aux événements de 1967 pour trouver des précédents, quand des attentats à la bombe organisés dans tout le territoire par des agents du Parti communiste chinois radicalisés par la Révolution culturelle avaient tué plusieurs dizaines de personnes. La grève générale du 5 août 2019 constitue un fait sans précédent depuis juin 1925, quand des grèves de solidarité eurent lieu dans toute la Chine en réponse à un incident dans lequel des manifestants chinois avaient été tués par la police dans la concession internationale de Shanghai. Autant dire qu'il s'agit d'un mouvement historique pour le territoire.

L'issue des manifestations reste à l'heure actuelle incertaine, bien que le projet de loi sur l'extradition, qui a mis le feu aux poudres, ait été d'abord ajourné (le 15 juin), puis formellement retiré (le 4 septembre). Mais, entre-temps, les manifestants ont formulé quatre autres demandes (« cinq revendications, pas une de moins »), notamment une enquête indépendante sur les violences policières, et une demande d'avancées sur le suffrage universel, si bien que le mouvement a pris une dynamique qui semble désormais difficile à contenir et dont le point d'aboutissement est imprévisible. Le suffrage universel « véritable » (pour élire le chef de l'exécutif et la totalité du Conseil législatif) correspond à la revendication centrale du mouvement dit « des parapluies » en 2014, restée insatisfaite, ce qui pour beaucoup des participants représente un échec de la mobilisation de 2014.

Le mouvement de 2019 soulève donc un certain nombre de questions sur le statut spécifique de Hong Kong et la possible résistance de la société

---

1. Ces chiffres sont tirés de Kong Tsung-gan et sont disponibles sur : <https://medium.com>.

2. Certains éléments de cette partie ont paru dans un bref article publié sur le site Analyses



locale aux empiétements de Pékin, dans le contexte d'une évolution autoritaire du gouvernement chinois, et de tensions accrues entre la Chine et les États-Unis, ainsi que l'Union européenne (UE), qui ont des intérêts économiques considérables à Hong Kong. Quelles garanties offrent les textes juridiques (comme la déclaration conjointe sino-britannique de 1984 à laquelle s'est récemment référé le G7) ? L'expérience inédite d'une enclave libérale et semi-démocratique dans un État autoritaire peut-elle se poursuivre ?

# Les causes immédiates du mouvement

## Un projet de loi controversé

La cause immédiate des manifestations de 2019 est un projet de loi qui aurait autorisé des extraditions ciblées de suspects vers des territoires avec lesquels Hong Kong n'a pas d'accord d'extradition, y compris la Chine continentale. La chef de l'exécutif, Carrie Lam, l'a présenté comme une réponse « humanitaire » au cas d'un jeune homme hongkongais soupçonné d'avoir assassiné son amie lors d'un voyage à Taïwan et revenu à Hong Kong (Lam a cependant refusé de répondre aux demandes de coopération judiciaire émanant de Taïwan). Ce projet de loi ouvrait la possibilité pour les résidents ou même des voyageurs de passage d'être extradés vers le continent après une simple procédure de vérification administrative par un juge. Les inquiétudes, découlant de l'absence d'autonomie du système juridique chinois, étaient d'autant plus vives que, à la fin de 2015, plusieurs employés d'une librairie-maison d'édition spécialisée dans des ouvrages salaces sur les dirigeants chinois avaient été semble-t-il emmenés en Chine sous la contrainte pour y être jugés. Des cas similaires s'étaient produits avec certains hommes d'affaires chinois (notamment le milliardaire sino-canadien Xiao Jianhua).

Des documents extraits des archives des négociations sino-britanniques préalables à la rétrocession ont montré que la décision de ne pas mettre en place un accord d'extradition avec la Chine continentale à l'époque découlait bien d'une volonté délibérée de mettre le territoire de Hong Kong à l'abri, et qu'il ne s'agissait donc pas d'un oubli causant un vide juridique, comme le prétendait la chef de l'exécutif, Carrie Lam, mais bien d'une composante à part entière de la formule « un pays deux systèmes ».

D'autres aspects problématiques ont également mobilisé la population : notamment la volonté de l'exécutif de contourner le Conseil législatif de Hong Kong, pourtant dominé par les forces pro-Pékin (grâce aux 30 sièges sur 70 qui ne sont pas élus au suffrage universel direct). La mobilisation massive ainsi provoquée s'explique donc par la conviction d'une immense majorité de Hongkongais que l'étanchéité des systèmes juridiques hongkongais et chinois est une pierre angulaire non seulement des libertés fondamentales à Hong Kong et du haut degré d'autonomie qui est garanti

dans la Loi fondamentale de Hong Kong (*Basic Law*), mais aussi une condition indispensable à la survie économique de Hong Kong comme centre d'affaires et plate-forme financière. Cette conviction est résumée dans la formule « Faan Sung Jung », signifiant « contre l'extradition vers la Chine » mais aussi homophone de « contre une mort imminente ».

## Des entorses à la Loi fondamentale toujours plus nombreuses

Le mécontentement populaire s'est exprimé avec d'autant plus de force que le projet de loi d'extradition et la méthode gouvernementale ont été perçus comme le point culminant d'une série d'entorses aux libertés garanties par la Loi fondamentale. L'affaire des libraires qui se sont retrouvés à livrer des confessions forcées à la télévision chinoise pour avoir exercé une activité inséparable de la ville de Hong Kong depuis sa fondation – la publication de livres et journaux critiques du ou des régimes autoritaires dominant le continent chinois – rappelle la menace d'une loi sur les atteintes à la sécurité nationale. D'après l'article 23 de la Loi fondamentale, Hong Kong a l'obligation de transposer ce crime en droit local ; cependant la seule tentative en date de remplir cette obligation en 2003 a provoqué des manifestations massives et le report du projet de loi. Le transfert illégal des libraires en Chine continentale a éveillé le soupçon que les autorités chinoises étaient prêtes à remédier à cette absence de législation par des transferts extra-judiciaires afin de traduire les suspects directement devant des tribunaux chinois.

Seconde entorse, lors des élections législatives de 2016, qui ont donné lieu à une victoire significative pour le camp démocrate, le gouvernement a pour la première fois mis en place de nouvelles dispositions pour empêcher certains candidats de se présenter au prétexte qu'ils ne soutenaient pas la Loi fondamentale (par exemple la souveraineté chinoise sur Hong Kong). Des députés élus ont été disqualifiés parce que leurs prestations de serment ont été jugées non conformes. Alors même qu'un procès intenté par le chef de l'exécutif contre deux députés était en cours devant un tribunal local, l'Assemblée nationale populaire à Pékin, interprète ultime de la Loi fondamentale de Hong Kong, est intervenue pour donner une « interprétation » à effet rétroactif sur la forme des prestations de serment. Fort de cette nouvelle arme judiciaire, l'exécutif local a attaqué en justice quatre autres députés élus au suffrage universel. Les juges ont suivi le parquet (même si un appel en dernière instance est encore en cours) et six députés démocrates élus au suffrage universel (sur un total de 29 démocrates) ont été disqualifiés.

Profitant de leur nouvelle super-majorité, les députés pro-Pékin ont alors changé certaines règles de la procédure parlementaire qui permettaient de retarder un vote ou de mettre en place une commission d'enquête parlementaire. Le Conseil législatif, seul contre-pouvoir – déjà bien faible – face à un exécutif responsable seulement devant les autorités centrales, s'est vu davantage affaibli et réduit à un rôle de figurant. Dans la même logique, le gouvernement a également interdit un parti politique (en s'appuyant sur une loi contre le crime organisé), le Hong Kong National Party, et expulsé un journaliste du *Financial Times* qui avait modéré un débat avec le fondateur de ce parti. Le sentiment était donc largement partagé que même les maigres pouvoirs démocratiques existants étaient arbitrairement rognés.

Enfin, et profitant de l'érosion méthodique des contre-pouvoirs, le gouvernement hongkongais est parti à l'offensive sur d'immenses projets d'infrastructures, financés par le contribuable hongkongais mais qui profitent surtout aux touristes chinois, et symbolisent l'arrimage de Hong Kong au continent, comme le pont Hong Kong-Macao-Zhuhai, sous-utilisé, et la ligne à haute vitesse Canton-Hong Kong, qui a coûté presque 20 milliards de HKD (2,3 milliards d'euros) au contribuable Hongkongais (en faisant la ligne de train la plus chère par kilomètre jamais construite). De plus, le territoire de la voie ferrée et d'une partie de la gare de Kowloon elle-même a été « cédé » aux autorités continentales, qui y exercent tous les pouvoirs souverains, y compris de police (alors que la Loi fondamentale dispose explicitement que les lois chinoises n'ont pas cours sur le territoire de Hong Kong). Plusieurs incidents se sont d'ailleurs produits : des personnes ont été arrêtées par les autorités chinoises dans leur partie de la gare, en plein Hong Kong, et transportées en Chine continentale.

Pour tous ces projets, qui s'inscrivent dans le schéma directeur plus large de la Greater Bay Area (visant à intégrer Hong Kong, Canton et Shenzhen), l'opposition de la société et des députés élus a été constante, mais toujours balayée par le gouvernement (non élu) au nom de l'intérêt national, si bien que le mécontentement, accompagné d'un sentiment d'impuissance, n'a fait que croître.

# « L'été du mécontentement »

## Une stratégie originale

La stratégie du mouvement, originale, est caractérisée par un slogan emprunté à la star des arts martiaux Bruce Lee : « Be water » (sois comme de l'eau). Cette idée renvoie à la réactivité des manifestants qui peuvent s'agréger « comme de la glace » pour affronter la police, mais aussi « couler comme l'eau » pour se regrouper en un autre lieu, et enfin « se volatiliser comme l'air » quand il s'agit d'échapper aux arrestations. En outre, le mouvement est sans leaders ; il est coordonné principalement par des médias sociaux, en l'occurrence l'application Telegram et le forum LIHKG. Certaines demandes sont signées par des groupes Telegram, et ces derniers servent d'outils de mesure de l'opinion des participants pour les décisions importantes. Ainsi, après des affrontements violents à l'aéroport le 13 août, un vote sur l'application a décidé les manifestants à présenter des excuses publiques. Si le mouvement organise des « conférences de presse civiles », les porte-paroles masqués précisent toujours qu'ils ne parlent pas en leur nom propre. On peut voir dans cette volonté d'éviter toute autorité le résultat des critiques contre les leaders du mouvement des parapluies de 2014.

Une autre caractéristique du mouvement est le lien fort entre les manifestants plus « offensifs » (*yuhng mouh*) et la communauté plus vaste des manifestants pacifiques (*woh leih fei*) et des citoyens ordinaires. L'ampleur géographique des manifestations, qui ont touché chacun des 18 districts de Hong Kong, et la volonté d'inclusion de tous les citoyens ont donné lieu aux Lennon Walls, qui ont recouvert le territoire. Inspirés d'un mur à Prague qui a joué un rôle important en 1988-1989 (mais qui existait déjà auparavant), ces lieux d'interaction et d'échange affichent les demandes, les pensées, les interrogations des citoyens ordinaires, si bien qu'ils ont souvent été pris pour cibles par les opposants au mouvement.

Enfin, les manifestants ont déployé des trésors d'ingéniosité pour atteindre même les touristes de Chine continentale, notamment grâce aux fichiers Airdrop, qui arrivent sur leurs téléphones et expliquent les revendications et le contexte du mouvement. La solidarité entre « offensifs » et « pacifiques » s'illustre par une série de slogans (« ne pas se diviser, ne pas cafter », « on escalade la montagne ensemble, chacun apporte sa pierre », etc.).

## Un mouvement qui se durcit

Le mois de juin est caractérisé par des manifestations pacifiques (1 million de personnes le 9 juin et 2 millions le 16 juin, sur 7 millions d'habitants), mais ce sont les affrontements violents avec un petit nombre de manifestants au Conseil législatif le 12 juin qui ont provoqué la suspension de la loi le 15 (avant la seconde manifestation massive).

Une seconde phase du mouvement débute le 1<sup>er</sup> juillet, quand un groupe plus important entre au Conseil législatif et y effectue des dégradations significatives mais très ciblées contre les symboles de l'État (au contraire, à la cafétéria ils laissent de l'argent pour payer les packs de thé glacé qu'ils consomment). Le drapeau colonial de Hong Kong est brièvement placé sur le pupitre du président du Parlement alors que l'emblème de la Région administrative spéciale (le bauhinia) est maculé de peinture noire. Selon un autre slogan inscrit à la bombe sur le mur de la Chambre, les manifestants affirment « vous nous avez appris que les manifestations pacifiques ne servent à rien ». L'un des occupants (Brian Leung Kai-ping) se démasque pour lire les cinq demandes, qui deviennent dès lors la revendication centrale du mouvement. Mais l'occupation ne se prolonge pas et les manifestants pacifiques continuent à soutenir les actions « offensives », allant même jusqu'à s'assurer que tous ont bien quitté la Chambre du Parlement avant l'arrivée de la police.

Cette phase ascendante du mouvement, qui s'étend sur tout le territoire de Hong Kong au cours des premières semaines de juillet, s'accompagne d'un soutien massif de l'opinion publique aux cinq demandes (le retrait complet du projet de loi ; le retrait de la caractérisation juridique du mouvement comme émeute ; l'amnistie des personnes arrêtées ; une enquête indépendante sur les violences policières ; la mise en place du suffrage universel) et une tolérance nouvelle pour les méthodes non pacifiques.

Une troisième phase s'ouvre le 21 juillet, jour où les manifestants dégradent l'emblème chinois à l'extérieur du Bureau de liaison du gouvernement central et où, le même soir, les manifestants rentrant à Yuen Long (Nouveaux Territoires) sont attaqués violemment par des hommes en blanc soupçonnés d'être liés aux triades, en l'absence de la police. Cet événement symbolise pour la population le dysfonctionnement profond du gouvernement et le dévoiement des forces de maintien de l'ordre, soupçonnées de collusion avec le crime organisé. C'est à ce moment que deux slogans font florès : « Restaurons Hong Kong, révolution de notre époque » (*Gwong fuhk Heung Gong, sih doih gaak mihng*) et « If we burn, you burn with us » (« Si nous brûlons, vous brûlez avec nous » – une

citation extraite de la série *Hunger Games*, ou dans sa version chinoise, « *laahm chaau* »).

Le premier, formulé par le militant pro-autonomie Edward Leung en 2016, cultive une certaine ambiguïté. La plupart des manifestants le comprennent comme renvoyant à la nécessité de remettre Hong Kong sur les rails de l'autonomie et de l'État de droit, prévus dans la Loi fondamentale, après la lente érosion des dernières années. Les forces pro-gouvernementales accusent ses partisans de visées révolutionnaires qui aboutiraient au renversement du gouvernement ou à l'indépendance de Hong Kong.

Enfin, l'idée de « brûler ensemble » décrit l'attitude de ceux qui estiment que, à partir du moment où Pékin a décidé de mettre fin de toute manière au statut d'autonomie de Hong Kong à plus ou moins longue échéance, la tactique la plus efficace est d'infliger un coût maximal au gouvernement. Ce point de vue s'est renforcé tout au long du mois d'août avec la grève générale du 5 août, le blocage de l'aéroport les 12-13 août et la marche pacifique du 18 août (1,7 million de participants). Le 31 août, un nouvel incident de violences policières se produit à la station de métro Prince Edward, lors duquel la MTR Corporation, l'opérateur du métro, est accusée de couvrir les bavures policières en refusant de communiquer les vidéos de surveillance.

## La riposte du gouvernement et la spirale de la confrontation

Tout en refusant toute concession, le gouvernement de Hong Kong ainsi que les autorités pékinoises ont adopté une stratégie de pourrissement et d'usure dont les lignes directrices se sont clarifiées au cours de l'été. Carrie Lam a d'abord paru désespérée face à l'ampleur des manifestations, d'autant qu'elle semblait lâchée par le gouvernement central qui a fait savoir que le projet de loi était une initiative de Lam. Cependant, après que Pékin eut exposé sa position dans deux éditoriaux publiés en première page du *Quotidien du Peuple* les 22 juillet et 5 août, une riposte organisée s'est mise en place. Contrairement à ce qu'ont pu penser beaucoup d'observateurs occidentaux, une intervention militaire chinoise reste peu probable, réservée à une situation d'ultime recours. Mais Pékin dispose de beaucoup d'autres leviers : souder le camp pro-*establishment*, profondément divisé sur la loi, réprimer par une force écrasante (policière mais aussi judiciaire) les manifestants, et faire payer un prix plus élevé à tous ceux qui témoignaient leur sympathie aux manifestants afin de retourner l'opinion publique.

Le gouvernement central a d'abord ciblé toutes les entreprises ayant des intérêts en Chine : Cathay Pacific, la compagnie aérienne de Hong Kong qui plonge ses racines dans l'époque coloniale, a été désignée comme bouc émissaire. Pékin a sommé la compagnie de licencier immédiatement tous les employés qui auraient participé aux manifestations ou auraient exprimé leur sympathie publiquement (sur les réseaux sociaux par exemple), faute de quoi la compagnie se verrait retirer le droit de survoler l'espace aérien chinois, sous prétexte du risque de terrorisme associé aux sympathisants. La compagnie a obtempéré, non sans la démission préalable de ses deux plus hauts dirigeants. D'autres entreprises sont également prises pour cibles : un juriste de BNP-Paribas est contraint à la démission pour ses prises de position sur les réseaux sociaux.

En second lieu, la police de Hong Kong semble recevoir l'ordre d'intimider les manifestants par la violence si nécessaire, ainsi que l'assurance qu'elle ne sera pas tenue responsable de possibles débordements. Le nombre de demandes d'autorisation à manifester qui sont refusées augmente (aucune manifestation dynamique n'a été autorisée depuis le 9 août, seulement quelques rassemblements statiques), rendant les rassemblements illégaux et leurs participants susceptibles d'être arrêtés. Les procureurs reçoivent l'ordre de la secrétaire à la justice d'inculper pour « participation à une émeute » (une accusation qui encourt dix ans de prison) les manifestants arrêtés, usant d'une procédure accélérée.

Ces tactiques ne rencontrent pas le succès escompté auprès de l'opinion publique, qui continue à soutenir fortement trois des cinq demandes : le retrait complet du projet de loi, la mise en place d'une commission d'enquête indépendante présidée par un juge, et le suffrage universel. Elle se montre également compréhensive vis-à-vis des méthodes non pacifiques des manifestants et extrêmement critique des méthodes de la police. Parmi les manifestants « offensifs », la stratégie du gouvernement provoque une escalade : à partir du moment où le gouvernement cherche à instrumentaliser les services publics (la police, la justice, le métro) ou à punir les entreprises privées, les manifestants s'estiment autorisés à des ripostes symétriques : les stations de métro sont saccagées, les commerces dont les propriétaires ont exprimé leur sympathie pour le gouvernement (comme la chaîne Maxim's) sont boycottés ou dégradés. Courant octobre, certains militants mettent au point un système de quatre couleurs pour cibler de façon graduée les commerces selon leur degré de collaboration avec le gouvernement.



Enfin, après la fuite, organisée ou non par la chef de l'exécutif elle-même, d'un enregistrement dans lequel elle se plaint de ne pouvoir agir sans l'aval du gouvernement central (le 3 septembre), Carrie Lam annonce le retrait complet du projet de loi le lendemain. Cette concession s'accompagne de plusieurs autres initiatives, et notamment de l'organisation de débats citoyens, dont le premier a eu lieu le 26 septembre. Pourtant, l'opinion publique se montre indifférente à ce recul et continue à réclamer la mise en place d'une commission indépendante. Dans les jours qui suivent le débat, le 29 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre, ont lieu de nouveaux affrontements, avec une violence accrue (blessure d'un manifestant par un tir à balle réelle d'un policier le 1<sup>er</sup> octobre) et un nombre d'arrestations sans précédent (plus de 200 le 1<sup>er</sup> octobre). Le 4 octobre, Carrie Lam verse de l'huile sur le feu en annonçant l'interdiction de porter des masques lors de manifestations, en contournant encore une fois le Conseil législatif au nom d'une procédure d'urgence datant de 1922, entraînant de nouveaux affrontements et dégradations matérielles.

# **Au-delà du mouvement, l'avenir du modèle « un pays, deux systèmes »**

## **Une trajectoire historique singulière<sup>2</sup>**

Il faut alors se demander si ce mouvement est vraiment, comme ils l'affirment, celui de la dernière chance pour les jeunes Hongkongais qui voient approcher avec inquiétude la date de 2047. Le statut « un pays, deux systèmes » (renvoyant aux systèmes capitaliste et socialiste), qui accorde un « haut degré d'autonomie » à Hong Kong dans tous les domaines sauf la Défense et les Affaires étrangères, au moins jusqu'en 2047, est-il déjà lettre morte ?

Pour comprendre ce statut, il faut remonter à la signature de la Déclaration conjointe sino-britannique en 1984. À ce moment, beaucoup de Hongkongais, bien que préférant un théorique mais impossible *statu quo*, se résignent au retour du territoire à la Chine. Ils n'ont jamais été consultés en tant que tels sur leur avenir, même si certains représentants plus ou moins locaux sont inclus dans les délégations britannique et chinoise. Pékin refuse toute négociation tripartite (désignée comme un « tabouret à trois pieds »). Pourtant, le camp démocrate, qui entretient des liens avec le mouvement anticolonial, s'est rangé derrière la formule « réunification dans la démocratie » qui fait le pari d'une sortie de l'administration coloniale qui permettrait à Hong Kong de servir d'aiguillon à une évolution de la Chine vers la démocratie. Il faut d'ailleurs noter que, paradoxalement, la Chine n'a jamais voulu reconnaître le statut colonial de Hong Kong. Quand le gouvernement travailliste anglais a voulu donner plus d'autonomie au territoire dans les années 1950 en vue d'une possible auto-détermination (comme à Singapour), il s'est heurté à des menaces de la part de Zhou Enlai. Plus tard, en 1972, la Chine populaire insiste pour que Hong Kong soit retiré de la liste des territoires à décoloniser tenue par l'Organisation des Nations unies (ONU), condition préalable à son entrée dans l'organisation.

---

2. Certains éléments de cette partie ont paru dans un bref article publié sur le site *Analyses Opinions Critiques* le 26 juin 2019.

Quoi qu'il en soit, l'idéal d'une décolonisation harmonieuse débouchant sur une réunification avec une Chine démocratisée s'effondre lors de la répression sanglante du mouvement pour la démocratie de 1989, qui a suscité à Hong Kong une mobilisation sans précédent. C'est alors, le 21 et le 28 mai 1989, qu'ont lieu les premières manifestations de masse sur le territoire, avec 1 million et 1,5 million de Hongkongais qui défilent dans les rues, puis le dimanche 4 juin, après le massacre à Pékin, un *sit-in* de 1,5 million de personnes. Cet événement marque le début d'une période trouble, d'angoisse croissante à l'approche de la rétrocession, qui provoque une émigration importante vers d'autres territoires de langue anglaise.

Contrairement aux attentes, les premières années après la rétrocession se déroulent dans un calme relatif. On estime alors que la formule « un pays, deux systèmes » est un succès. Mais dès 2003 a lieu une nouvelle mobilisation contre le projet de loi transposant en droit local le crime d'atteinte à la sécurité de l'État. Cette disposition, inscrite à l'article 23 de la Loi fondamentale, promulguée par la Chine en 1990, a été ajoutée *in extremis* après les événements de 1989. L'argument de Pékin est que Hong Kong ne doit pas servir de base pour subvertir le pouvoir chinois. Mais en 2003, 500 000 personnes défilent et font reculer le premier gouvernement post-rétrocession. Le premier chef de l'exécutif, CH Tung, démissionne moins de deux ans plus tard et le projet de loi est ajourné *sine die*. Cet incident représente un tournant dans l'attitude de Pékin, qui estime désormais que malgré la rétrocession, le « cœur » des Hongkongais est resté colonial et anti-communiste. Cette prise de conscience ajoute un obstacle supplémentaire à l'évolution démocratique prévue du territoire.

## La promesse de démocratie entravée

Parmi les promesses complexes faites en préparation de 1997 figure en effet la démocratisation progressive sous la formule « les Hongkongais gouvernent Hongkong » mise en avant par Pékin. Margaret Thatcher avait dans un premier temps essayé d'obtenir un prolongement de l'administration britannique sous souveraineté chinoise, se heurtant à un refus catégorique de Deng Xiaoping. Il est vrai que les Britanniques avaient toujours soigneusement évité d'introduire la démocratie à Hong Kong : les premiers députés élus au Conseil législatif au suffrage indirect datent de 1985, et les premières élections au suffrage direct n'ont eu lieu qu'en 1991. Chris Patten, le dernier gouverneur (1992-1997) a tenté d'accélérer la démocratisation en réponse aux craintes suscitées par 1989, mais les réformes entreprises en 1995 (une majorité de députés élus, assouplissement de la loi sur les troubles à l'ordre public) ont été décriées par les autorités chinoises et annulées après 1997.

La démocratisation complète du Conseil législatif (qui comporte aujourd'hui 40 députés élus au suffrage universel direct sur 70) et l'élection du chef de l'exécutif au suffrage universel, pourtant inscrits comme objectifs ultimes dans la Loi fondamentale, ont fait l'objet de plusieurs « interprétations » restrictives par l'Assemblée nationale populaire à Pékin. En 2014, le gouvernement chinois cherche à remplir son obligation constitutionnelle de démocratiser le mode d'élection du chef de l'exécutif et propose une élection au suffrage universel parmi deux ou trois candidats choisis par un comité contrôlé par Pékin. En réponse est déclenché le mouvement des parapluies, qui occupe pendant 79 jours les artères principales autour des bureaux administratifs du territoire. Si la mobilisation ne parvient pas à obtenir un mode d'élection plus démocratique, elle permet au moins le rejet du projet conçu par Pékin.

Les libertés fondamentales bénéficient d'une protection constitutionnelle plus forte, avec l'inclusion de références aux diverses conventions de l'ONU dans la Loi fondamentale. Au cœur du dispositif, la justice hongkongaise, indépendante du pouvoir politique, continue à opérer selon les principes de *common law*, et dans presque tous les cas, peut statuer en dernière instance. La Cour finale d'appel, tribunal suprême du territoire, comprend des juges non permanents détachés depuis d'autres territoires avec un système de *common law*. Au cours des dernières années, ces dispositions ont toutefois commencé à être écornées. Non que Pékin ou le gouvernement hongkongais fassent directement pression sur les juges, mais Pékin est intervenu plusieurs fois dans le cadre légal pour édicter des « interprétations » de la Loi fondamentale, à effet rétroactif. Le parquet de Hong Kong, directement soumis à la hiérarchie du ministère de la Justice local, a pris une position de plus en plus dure, faisant systématiquement appel de toutes les peines non carcérales prononcées par les juges dans les procès liés au mouvement des parapluies de 2014.

Il est donc difficile de nier que la Chine, sans complètement faire fi des accords qu'elle a signés, cherche à en donner l'interprétation la plus restrictive possible. Certains responsables chinois ont même déclaré que, suite à la rétrocession, la déclaration conjointe sino-britannique de 1984 (pourtant déposée comme traité à l'ONU à la demande de la Chine) était devenue caduque, un simple « document historique ». C'est donc à bon escient que le communiqué du G7 d'août 2019 s'est référé à ce document, seule garantie en droit international, malgré sa faiblesse, du statut de Hong Kong.

Dans un Livre blanc sur « La pratique d'un pays, deux systèmes » publié en juin 2014, juste avant le mouvement des parapluies, les autorités chinoises ont forgé un nouveau concept, la « souveraineté exhaustive »

(*comprehensive jurisdiction* ou *quanmian guanzhiquan*) de la Chine à Hong Kong, en vertu de laquelle la souveraineté et le principe d'« un pays » doivent prendre le pas sur l'autonomie et « deux systèmes ». Il est vrai que la Chine a beaucoup changé depuis les années 1980 et même les années 1990. Si à l'époque, la plupart des observateurs plaçaient de grands espoirs dans sa démocratisation progressive, elle est aujourd'hui devenue une dictature « résiliente » qui va jusqu'à promouvoir activement un modèle de gouvernement alternatif à celui des démocraties libérales. L'économie socialiste a disparu au profit du capitalisme, même s'il reste sous le contrôle du Parti communiste. En ce sens, le « système » de la Chine s'est adapté à celui de Hong Kong, sans pour autant se démocratiser. Enfin, depuis 2013 et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la Chine est engagée dans un tournant répressif interne. Pékin cherche ainsi à affaiblir l'autonomie de Hong Kong pour des raisons également internes à la Chine, équivalentes à celles qui justifient la répression des dissidents, des bloggeurs ou des religions souterraines.

Les institutions hongkongaises, résultat d'une transposition « gelée » des institutions coloniales, connaissent une crise de légitimité à laquelle on voit peu d'autres réponses qu'une relance des réformes démocratiques. Si la confiance de nombre de Hongkongais dans ce statut était encore assez forte au moment de la rétrocession (confiance nette de + 45 % en juillet 1997), et reste positive même au moment de crises comme celle de l'article 23 (+ 10,6 % en juin 2003), elle vire temporairement au rouge à partir du mouvement des parapluies (- 18,7 % en septembre 2014) et tombe en 2019 à son plus bas niveau jamais atteint (- 27,8 % en août 2019)<sup>3</sup>. C'est le résultat d'une gouvernance où le chef de l'exécutif est en théorie responsable à la fois devant les Hongkongais et devant le gouvernement central, mais en l'absence d'un mécanisme de suffrage universel, il ou elle ne rend de comptes qu'au gouvernement central. À défaut d'un contrôle démocratique s'est donc mis en place un régime d'équilibre instable entre un gouvernement local sous le contrôle de Pékin et une société civile extrêmement développée et bien organisée, avec une forte culture associative et mobilisatrice. À certains moments-clés, elle intervient directement dans le débat politique, faute de pouvoir se faire entendre dans les urnes. Elle sert ainsi de contrepoids politique aux exigences croissantes de Pékin et de garant en dernière instance des libertés politiques fondamentales qui constituent le cœur de l'identité hongkongaise. Cependant, au fur et à mesure des mouvements, le degré de mobilisation nécessaire pour faire plier le gouvernement devient de plus en plus élevé. Après l'échec de l'occupation des voies pendant 79 jours lors du

---

3. Enquêtes HKUPOP/PORI, voir : <https://www.pori.hk/conoacts>.

mouvement des parapluies, on en arrive ainsi à la mobilisation offensive de 2019.

## L'essor d'une communauté civique

La formule « un pays, deux systèmes », était à l'origine envisagée pour faciliter un retour de Taïwan dans le giron de Pékin, pour lequel Hong Kong devait servir de modèle. Mais avec la démocratisation de Taïwan et la prise de distance de la population taïwanaise avec la « République de Chine » (toujours le nom officiel, hérité du Parti nationaliste qui a pris contrôle de l'île en 1945, puis s'y est replié en 1949), cette formule ne jouit aujourd'hui plus d'aucun soutien sur place. Le cas de Hong Kong fait ainsi figure de repoussoir à tout rapprochement avec Pékin pour la population taïwanaise, qui s'est rassemblée autour d'une nouvelle identité démocratique et où la culture chinoise n'est plus qu'une référence parmi d'autres.

Au cours des 35 années écoulées depuis la déclaration conjointe, Hong Kong a aussi beaucoup changé. Société coloniale en partie « dépolitisée » dans les années 1970 et 1980, où l'identité locale commence à se constituer surtout autour d'un mode de vie, d'une culture de consommation et d'une industrie des loisirs en cantonais (musique Cantopop, cinéma, séries télévisées), Hong Kong a vu se constituer à partir de 1989, et plus encore après 1997, une société civile extrêmement organisée et mobilisée. Avec le mouvement des parapluies, une nouvelle identité hongkongaise est apparue, qui n'est pas simplement celle de la culture de consommation mêlée à une identification avec la Chine culturelle éternelle (détachée de tout régime politique). L'identification locale repose désormais sur une forte identité civique, reliée à la démocratie et à l'État de droit, qui remet en cause l'identité culturelle pan-chinoise quand celle-ci ne s'accorde pas avec les idéaux civiques des Hongkongais.

La communauté hongkongaise quasi démocratique est plus signifiante pour la plupart des jeunes nés à partir des années 1990 que les traditions chinoises que Hong Kong avait su préserver du communisme qui sévissait en Chine continentale. Si la revendication indépendantiste reste minoritaire (11 % selon un récent sondage), quoique plus forte chez les jeunes, la demande d'une autonomie substantielle, une sorte d'autogouvernement démocratique sous souveraineté chinoise, est largement partagée et vue comme justifiée par la Déclaration conjointe et la Loi fondamentale, ou en tout cas compatible avec elles. Certains

chercheurs parlent ainsi de « nationalisme sans État<sup>4</sup> ». Le mouvement de 2019 illustre cette évolution avec le ciblage par les manifestants du drapeau chinois et d'autres emblèmes de l'État-Parti (rappelons que le drapeau national est celui d'un parti). Certains manifestants inventent de nouveaux symboles du « nationalisme » hongkongais, comme l'hymne « Gloire à Hong Kong » qui est chanté de façon presque ininterrompue dans les manifestations à partir de fin août.

Si l'issue des manifestations reste incertaine, on peut affirmer que le mouvement a déjà brisé bon nombre des tabous de la société hongkongaise, réputée conservatrice. La « politisation » de la société a sorti définitivement le territoire de l'apathie, réelle ou supposée, de l'époque coloniale pour rejoindre les sociétés à forte culture mobilisatrice comme la Corée du Sud ou certains pays européens. Pour autant, dans le contexte du régime politique semi-autoritaire hongkongais, l'escalade réciproque de la répression policière et des actes de violences ciblés mais de plus en plus fréquents et de plus en plus destructeurs des manifestants, met en lumière l'absence de stratégie de sortie viable de chaque côté. Tant que les manifestants se sentent fortement soutenus par l'opinion publique contre un gouvernement non élu, ils n'ont pas de raison de reculer. Le gouvernement estime n'avoir pas de comptes à rendre à la population et cherche à rétablir le calme avant toute discussion. On pourrait presque penser que le gouvernement a pris pour modèle l'éradication réussie du SRAS en 2003, obtenue par la mise en place de mesures draconiennes de contrôle de la population, mais qui appliquées à un mouvement social ont jusqu'ici l'effet inverse.

Sous l'effet des sommations symétriques de choisir son camp, la société se polarise, ne laissant guère d'espace de médiation pour des institutions réputées neutres comme la Justice ou le Parlement. Le retour en session du Conseil législatif et les élections de district en novembre – très probablement désastreuses pour le gouvernement – peuvent éventuellement permettre de canaliser les affrontements dans des voies plus classiques.

S'y ajoute une dimension internationale particulièrement complexe. Les militants hongkongais se sont fortement impliqués pour mobiliser l'opinion publique et les responsables politiques à l'étranger en soutien à leur cause. Le *Hong Kong Democracy and Human Rights Act*, dont l'adoption par le Congrès américain semble probable, ferait du statut d'autonomie de Hong Kong l'objet d'un débat annuel au Congrès dont les

---

4. B. Fong, « Stateless Nation within a Nationless State: The Political Past, Present, and Future of Hongkongers, 1949-2019 », *Nations and Nationalism*, 2019, p. 1-18, disponible sur : <https://onlinelibrary.wiley.com>.

implications seraient incertaines, ouvrant la voie à toutes sortes de marchandages. Enfin, la question fondamentale de ce mouvement reste de savoir s'il peut parvenir à inverser ou au moins endiguer le mouvement d'érosion de l'autonomie du territoire. Si les manifestants semblaient avoir gagné la première manche fin juin, il n'est pas certain que le prolongement du conflit joue en leur faveur.



# Conclusion

Le mouvement de protestation de 2019, toujours en cours, a déjà brisé nombre de tabous de la société hongkongaise, traditionnellement assez conservatrice. L'une des caractéristiques les plus surprenantes du mouvement est ainsi la solidarité à toute épreuve entre les manifestants « offensifs » et les sympathisants pacifiques qui, malgré les violences croissantes contre les biens et même les personnes, ne semblent pas prêts à retirer leur soutien aux revendications. Le gouvernement a certainement une grande responsabilité dans cette imperméabilité de l'opinion publique, ayant choisi une stratégie d'escalade à chaque fois qu'une possibilité d'apaisement se présentait. Le dernier exemple en date est l'annulation de la candidature de Joshua Wong aux élections de district sous un prétexte fallacieux. Le fonctionnement de la police pose également beaucoup de questions, son mode d'intervention semblant souvent destiné à provoquer des affrontements violents avec les manifestants plutôt qu'à les disperser.

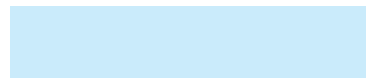
De plus, les mesures de rétorsion contre les sympathisants du mouvement par les entreprises ont déclenché une spirale de polarisation dans la société, certains manifestants s'estimant désormais autorisés à riposter de manière symétrique en s'en prenant à l'opérateur du métro, coupable à leurs yeux de complicité avec la police, ou aux commerces ayant exprimé leur soutien au gouvernement. Il est difficile d'imaginer comment la société pourra retrouver un fonctionnement normal après de tels conflits.

Enfin, le rôle de Pékin reste, dans une certaine mesure, flou, oscillant entre une apparente inertie et des appels à une méthode plus forte. Le 4<sup>e</sup> Plénum du 19<sup>e</sup> Comité central du Parti, qui s'est tenu pendant les derniers jours d'octobre, a consacré – fait rare – un paragraphe de son communiqué final à Hong Kong (et Taïwan), appelant sur un ton martial à renforcer le contrôle du gouvernement central sur la RAS, notamment pour éviter les atteintes à la sécurité nationale. Une telle mesure aurait sans doute un effet incendiaire à l'heure actuelle.

Pourtant, une solution à la crise n'est pas hors de portée, dans la mesure où quelques marques de bonne volonté qui relèvent de l'autorité du gouvernement hongkongais (enquête indépendante sur les violences policières, autorisation de tous les candidats à se présenter aux élections) pourraient certainement réduire le soutien de la population aux demandes

des manifestants. Mais le gouvernement local, soumis à la supervision de Pékin, ne semble pas animé par la volonté politique de désamorcer les affrontements, préférant miser sur un renforcement croissant des moyens répressifs à l'exclusion de tout dialogue.





Institut français  
des relations  
internationales